

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE**  
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 7 juin 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0051**) :

**LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE**

**DIT** qu'il est notoire que Monsieur Ali ABDALLAH possède le bien situé sur la commune de Koungou cadastré section BK n°171 et BK N°871, depuis le 6 août 1987, soit pendant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil ;

**DIT** que le présent acte de notoriété est délivré au requérant (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

**ORDONNE** les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

**RAPPELLE** que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfragable de la possession trentenaire.

**I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE**

- Nom et Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) : Monsieur Ali ABDALLAH
- Domicile : 12, rue Kartala Majikavo-Koropa, 97690 Koungou
- Date et lieu de naissance : 1<sup>er</sup> janvier 1964 à Bazimini-Anjouan (Union des Comores)
- Profession : Commerçant
- Indication de sa capacité juridique : Pleine
- Nom et prénoms du conjoint : Madame Boueni N'Ganou HAMADI
- Date du mariage : 7 novembre 1983
- Régime matrimonial adopté : Mariage de droit musulman, inscrit à l'état civil

**II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE**

Situation : Commune de Koungou.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
BK	171	22, rue du Commerce, Majicavo-Koropa, 97690 Koungou	176m <sup>2</sup>
BK	871	12, rue Kartala Majikavo-Koropa, 97690 Koungou	110m <sup>2</sup>

La parcelle BK171 est à extraire du titre foncier n°5317.

La parcelle BK871 est à extraire du titre foncier n°1653.

**III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES**

1<sup>er</sup> alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

*« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».*

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

*« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil »*